

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

Jeudi 13 Septembre — 0,50 F

Journal de combat marxiste léniniste SUPH N°82/CCP 3119114 La Source / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

Chili : échec de la voie pacifique UNE SEULE SOLUTION : LA GUERRE POPULAIRE !

A la longue liste des crimes de l'impérialisme US vient de s'ajouter la nouvelle agression perpétrée contre le peuple chilien. Le coup d'Etat de l'armée chilienne, entraînée à la lutte anti-guérilla par les yankees, avait été préparé de longue date. Il vise à étouffer la volonté croissante du peuple chilien de lutter contre l'impérialisme US, d'accomplir sa Révolution Démocratique pour conquérir la liberté et l'indépendance ; l'armée chilienne fait peser aujourd'hui la menace d'une répression sanglante contre toute rébellion des masses.

Voilà à quelle grave situation conduit la fameuse voie de la « Révolution dans la légalité » prônée par le gouvernement d'Unité Populaire dirigé par Allende. Osant présenter l'armée chilienne comme « le peuple en uniforme », Allende non seulement lui a laissé les mains entièrement libres, non seulement il a empêché par tous les moyens le peuple de s'armer lui-même, mais encore il a fait briser par cette armée une série de mouvements des ouvriers et paysans... Osant parler de sa confiance dans la « loyauté » des chefs de l'armée, Allende les a fait participer à son gouvernement les aidant ainsi à apprécier plus facilement l'ampleur du mouvement des masses, et les moyens à mettre en œuvre pour le briser. Quand les militaires ont quitté le gouvernement, ils savaient précisément quelle résistance ils rencontreraient, et ainsi ils ont pu la briser...

Osant parler de la neutralité de l'armée chilienne, Allende trois années durant, s'est efforcé de cacher aux masses chiliennes que la victoire de l'Unité Populaire aux élections présidentielles n'avait nullement changé la nature de l'armée chilienne, ses multiples liens avec l'impérialisme US (entraînement, matériel yankees...), ses liens avec les classes dirigeantes du Chili dont elle est issue.

Or l'armée intacte c'était tout l'appareil de domination des masses chiliennes par l'impérialisme qui était intact et qui continuait de fonctionner ; c'était le pouvoir qui n'avait pas changé de mains. Aussi toute la politique du gouver-

nement Allende, bien que s'intitulant « de gauche » ou « socialiste » a été impuissante à porter des coups décisifs à l'impérialisme US. Par exemple si la nationalisation des mines porte un coup aux sociétés US actionnaires, leur indemnisation, leur autorisation de réinvestir au Chili même, procurent à ces mêmes sociétés, et à d'autres, des avantages appréciables. Pour les travailleurs qui paient ces impôts, qui doivent rendre rentables ces investissements par un travail intensif, c'est une paupérisation accrue, c'est une baisse du pouvoir d'achat (250 % de hausse des prix en un an) : voilà la politique « socialiste » du gouvernement Allende !

Mais les masses chiliennes, fortes aujourd'hui de l'expérience qu'elles viennent de vivre, peuvent tirer toutes les leçons sur cette soi-disant « voie pacifique pour la Révolution », qui ne fait rien d'autre que le lit de l'impérialisme, sur cette soi-disant « neutralité » de l'armée, armée qui leur tire dessus. Le peuple chilien s'engagera massivement sur la voie tracée par les Marxistes Léninistes du Parti Communiste Révolutionnaire : la guerre populaire prolongée, seul moyen de chasser l'impérialisme, d'instaurer un Chili libre et indépendant, comme cela s'est déjà produit dans d'autres pays opprimés (Vietnam...).

Voie violente, voie pacifique, C'est Krouchtchev qui dès le XXe Congrès du PC d'Union Soviétique (1956), déniait aux peuples le droit de chasser leurs oppresseurs et leurs agresseurs par le fusil, leur conseillant de gagner pacifiquement la majorité pour s'installer au gouvernement. Une telle voie n'a jamais conduit en un seul endroit à la Révolution. Seulement, là où elle a été appliquée, elle a conduit au massacre de centaines de milliers de patriotes, de communistes comme en Indonésie, elle a conduit à livrer les masses désarmées aux coups de la réaction : c'est ce qui vient de se passer au Chili.

C'est pourquoi les travailleurs de notre pays tout en apportant leur soutien au peuple chilien, doivent dénoncer ceux qui citaient



Les masses manifestent à Santiago

il y a quelques jours encore le Chili à l'appui de leurs thèses sur « le passage pacifique au socialisme » dans notre pays. Ces incorrigibles veulent vendre leur pacotille jusqu'au bout : en guise de leçon tirée de « l'expérience chilienne », « l'Humanité » sous la plume d'Andrieu, n'a trouvé rien de mieux que d'affirmer : « l'Unité Populaire n'a pu être balayée que parce qu'elle n'avait que 36 % des

voix ». Autrement dit avec 51 %, les blindés du général Pinochet auraient été paralysés !... Ces gens-là (P - C - F, CGT) cherchent à aiguiller les travailleurs sur une voie de garage où le pouvoir de la bourgeoisie resterait intact : mais dans notre pays aussi le pouvoir est au bout du fusil.

SOUTENONS LA LUTTE DU
PEUPLE CHILIEN !

LA "NEUTRALITE" ET LE "LOYALISME" DE L'ARMÉE CHILIENNE

Le coup d'Etat militaire a fait tomber l'illusion d'une armée chilienne « neutre », « loyaliste », jouant le jeu de la constitution. Allende déclarait : « Que sont les forces armées ? Elles sont le peuple

en uniforme. » En réalité 42 % des officiers de l'école de l'armée de terre étaient originaires de la grande bourgeoisie, 39 % de la classe moyenne, assez aisée ; (suite au verso)

3 années de gouvernement Allende : LES TRAVAILLEURS N'AVAIENT PAS LE POUVOIR

Il aura suffi de quelques heures pour qu'au Chili l'armée, armée de la grande bourgeoisie, étroitement liée à l'impérialisme américain, prenne le contrôle de l'ensemble du pays. Ce qui est en cause ici, c'est qu'en trois ans d'unité populaire au gouvernement la dictature de la bourgeoisie chilienne pro-impérialiste n'a jamais été sérieusement mise en question, l'Etat, qui servait d'instrument de la domination de l'impérialisme sur le peuple chilien, a été maintenu intact.

Et pourtant, l'arrivée d'une « Unité Populaire » au gouvernement correspondait à la volonté anti-impérialiste du peuple. Dans la période précédant l'arrivée d'Allende au pouvoir, les luttes des ouvriers et des paysans s'étaient multipliées. Face à la « Démocratie chrétienne », qui encourageait la pénétration massive des capitaux étrangers, notamment américains, dans les secteurs industriels les plus avancés, les travailleurs luttèrent contre la hausse des prix. Les manifestations de sans-logis, celles des mineurs affrontaient l'armée. Pour la campagne, Edouardo Frei, président, dut promettre une réforme agraire qui exproprie les gros propriétaires et qui distribue la terre aux petits paysans.

C'est dans ces conditions qu'Allende, représentant les partis de « gauche », fut élu. Au congrès, la Démocratie chrétienne ratifia alors le suffrage des masses, en acceptant Allende à la présidence. L'impérialisme ne tenta aucun coup de force, il admettait l'Unité Populaire au pouvoir : d'une part, il entendait le développement du mouvement des masses chiliennes qui le contraignait à certaines concessions ; en même temps, il ne se sentait nullement menacé dans ses intérêts fondamentaux, par le programme de « révolution dans la légalité ». Mieux, l'Unité Populaire constituait pour lui le meilleur moyen de duper les masses, de détourner leur volonté de lutte sur une voie de garage.

Le régime d'Allende avait mis l'accent sur la récupération des richesses nationales : les mines de cuivre (plus de 80 % des exportations du Chili), qui étaient contrôlées par les sociétés américaines Kennecott et Anaconda, ont été effectivement nationalisées, ainsi que d'autres entreprises. Mais les capitalistes concernés ont reçu des indemnités considérables : l'équivalent de deux fois l'ensemble des salaires versés annuellement dans le pays. Autant d'argent qui peut être réinvesti dans d'autres secteurs tels que l'électronique et la sidérurgie, grands ouverts aux capitaux américains et, du même coup, au contrôle des sociétés américaines. Et cette reconversion des capitaux impérialistes au sein de l'économie chilienne n'a pas été un hasard, elle correspond à la doctrine Rockefeller, défendue par certains monopoles qui conçoivent le pillage des pays dominés non plus principalement en accaparant les matières premières tel le cuivre, mais, avant tout, par l'installation d'industries filiales de sociétés mères de la métropole impérialiste. De cette politique, et cependant que le marché noir bat son plein à l'abri de tout contrôle sérieux, les travailleurs chiliens font les frais : avec l'inflation galopante, ils ont vu, en trois ans d'Unité Populaire, les prix monter

de 250 %. Pendant ce temps, le gouvernement faisait de la propagande pour la « bataille de la production », incitant les travailleurs à retrousser les manches, leur faisant miroiter que plus ils produisent, plus il y aura d'équipements collectifs et plus le prix des marchandises baissera...

En tout point, l'Unité Populaire aura laissé le champ libre à la bourgeoisie pro-impérialiste. Alors que des masses considérables vivent dans les bidonvilles, les mêmes promoteurs immobiliers et toute leur organisation restaient en place : aucun logement pour le peuple construit dans les sept premiers mois d'Unité Populaire. Rien n'a changé pour des centaines de milliers d'ouvriers agricoles qui, sans travail, errent de ville en ville, tandis que des gros propriétaires, constituant des bandes armées, s'opposaient par la force et en toute impunité aux expropriations prévues par la réforme agraire. La soi-disant liberté d'expression, tant vantée par les tenants du régime, était liberté pour les ennemis des travailleurs : sur 64 journaux, 10 seulement ne condamnaient pas les quelques mesures anti-impérialistes d'Allende. Sur 134 stations de radio, 36 seulement n'appelaient pas ouvertement à l'action contre ces mesures.

Les travailleurs espéraient de « l'Unité Populaire » une politique résolument anti-impérialiste. Mais, chaque fois qu'ils ont eux-mêmes pris des initiatives allant dans ce sens, ils se sont heurtés à une répression farouche de cette « Unité Populaire ». Qu'il s'agisse des sans-logis, des habitants des bidonvilles, occupant des immeubles et rencontrant alors la répression conjuguée de l'armée et des organisations paramilitaires des beaux quartiers. Qu'il s'agisse des paysans pauvres chassés par l'armée des terres qu'ils occupaient « illégalement », tandis que les cadres des comités de la réforme agraire restaient les mêmes que sous la « Démocratie Chrétienne ». Qu'il s'agisse des ouvriers dans les usines, dans ces usines où ils n'avaient qu'une représentation symbolique à la direction, qui commençaient à s'armer en prévision d'un coup de force fasciste, et qui se sont vus violemment réprimés, certains tués par l'armée, en toute légalité, en vertu de la loi sur « le contrôle des armes ».

La répression des masses, avec l'action conjuguée de l'armée et des bandes fascistes, a été ainsi ininterrompue en trois ans d'Unité Populaire. Parce que cette politique d'Allende et de ses collaborateurs paralysait toute initiative des travailleurs et ne pouvait que démobiliser leur combat anti-impérialiste, l'armée et toute la réaction chilienne ont jugé le moment venu d'en finir avec « l'expérience » et les quelques concessions de l'impérialisme, cependant que le bloc de la Démocratie Chrétienne et des partis fascistes divisés voici trois ans s'était ressoudé et qu'au sein de l'impérialisme américain prévalait, comme l'indique la brusque hausse du cours international du cuivre après l'annonce de la mort d'Allende, le point de vue des monopoles qui misent avant tout sur le pillage des matières premières. Les travailleurs chiliens sauront tirer les leçons de ces trois années pour liquider totalement la domination impérialiste sur leur pays.

le travail du P.C.R.

La presse bourgeoise, qui a accordé une certaine place à l'action du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), a toujours passé sous silence celle du Parti Marxiste Léniniste Chilien, du P.C.R. Le témoignage du journaliste A. Labrousse indique cependant que son implantation est loin d'être négligeable.

Quelle est la ligne du P.C.R. ?

Alors que le M.I.R., groupe représentant des aspects positifs mais groupe confus, entretenait des illusions sur le gouvernement d'Unité Populaire et le soutenait pendant deux ans avant de rompre avec lui, le P.C.R. n'a cessé de le caractériser comme un gouvernement bourgeois, incapable de mener à bien la liquidation de l'impérialisme U.S. au Chili.

Alors que le M.I.R. reprenait et amplifiait les illusions répandues par l'U.P. sur le passage direct au socialisme, le P.C.R. n'a cessé d'insister sur la tâche de la Révolution Chilienne : la liquidation de l'impérialisme U.S. et de ses deux principaux appuis au Chili : les

propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore, et de l'instrument de sa domination : l'armée.

Durant toutes ces années, le P.C.R. a mobilisé les masses paysannes pour l'expropriation des propriétaires fonciers, et les masses ouvrières pour la satisfaction de leurs revendications. Tout en soutenant les mesures partielles prises par l'U.P. contre l'impérialisme U.S., il a préconisé des mesures plus radicales, telles que le non-paiement de la « dette extérieure » contractée à son égard et mille fois payée par la sueur des ouvriers et des paysans chiliens.

Déjà en butte à une dure répression de la part des révisionnistes, le P.C.R. s'est organisé clandestinement ; nul doute que cette précaution lui permettra aujourd'hui de faire face à la répression de la junte fasciste. Nul doute que le peuple chilien s'engagera sous sa direction dans la juste voie de la guerre révolutionnaire prolongée qu'il leur indique, et renversera l'impérialisme U.S. et ses valets !

LA « NEUTRALITE » ET LE « LOYALISME » DE L'ARMÉE CHILIENNE !

Dans le gouvernement d'Allende l'armée est restée intacte. Aucun des accords avec l'impérialisme U.S. passés du temps de Frei, n'ont été modifiés. Les yankees ont continué l'approvisionnement en armes, les unités anti-guérilla ont continué de s'entraîner à Panama sous la direction des assassins des peuples indochinois, les manœuvres communes se poursuivent...

UNE ARMÉE ANTI-POPULAIRE

L'armée a été lancée contre le mouvement populaire tout au long de la présidence d'Allende. Pour la flatter, mais aussi pour lui permettre de contrôler de plus près le mouvement populaire, Allende a introduit des chefs de l'armée dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées, l'armée était associée à des plans de mise en valeur dans des régions où, comme par hasard, le mouvement des masses était important. La répression avait un caractère plus ouvert encore. Soit les carabiniers laissaient les propriétaires fonciers reprendre leurs terres les armes à la main, soit même ils participaient à la répression des occupations de terre, ou des occupants de bidonvilles.

L'ARMÉE CONTRE L'ARMEMENT DES MASSES

L'armée servait par son « loyalisme » à empêcher l'armement des ouvriers et des paysans, alors que les propriétaires terriens déclaraient tranquillement en juin 1972 : « Nous n'avions que des « 22 long rifle » l'année dernière, nous avons maintenant des mitrailleuses importées d'Argentine... »

L'armée s'est montrée particulièrement active dans l'application de la loi sur le contrôle des armes votée en octobre 72. En août, plus de 100 usines avaient été visitées pour essayer de trouver les armes des ouvriers. Le 6 août, un ouvrier a été tué d'une rafale de mitrailleuse et un autre blessé d'un coup de baïonnette, tandis que plusieurs de leurs camarades durent rester allongés dans la neige pendant plusieurs heures. Empêcher à tout prix l'armement des masses, tel fut un des rôles essentiels de l'armée pendant « l'expérience chilienne », et un de ses soucis majeurs, quand les grands

mouvements populaires d'occupation des terres et des mines ont été jugulés.

Encore l'armée devait-elle être sûre de ce qui allait se passer dans ses propres rangs en cas de putsch militaire... La manière rapide avec laquelle elle a pu s'emparer du pouvoir s'explique par le repérage et la répression des militaires « loyalistes » au cours des putschs manqués antérieurement, des coups de sonde lancés... Début août, par exemple, certains secteurs de la marine, ont simulé une rébellion. Cela a permis de déclencher un mouvement de répression contre les marins et les sous-officiers qui s'opposèrent au putsch. Ils furent torturés, emprisonnés. Le gouvernement Allende a laissé cette répression se faire... Au lieu de réprimer les rebelles, il offrait des places au gouvernement aux militaires avec l'appui des révisionnistes.

LE PASSAGE PACIFIQUE ET LA CONTRE-REVOLUTION ARMÉE

En étant au gouvernement, l'armée disposait de certains postes-clés de la situation au Chili : l'Intérieur, les Transports, les finances... Elle savait ainsi exactement la situation des masses, le soutien qu'elles pouvaient apporter au gouvernement Allende. Ainsi, tranquillement, elle pouvait se préparer à un coup d'Etat.

Les militaires qui, aujourd'hui, ont pris le pouvoir, ne se sont pas présentés comme adversaires de l'Unité Populaire. Pérochet, chef de la junte, était considéré comme un pilier « légaliste ». De même, le chef des opérations de contrôle des armes était considéré comme « Allendiste ». Pendant toute la durée du gouvernement Allende, l'armée a pu veiller au grain, à l'ombre du « légalisme » d'Allende. Elle a pu suivre pas à pas les effets de l'agitation fasciste et du sabotage de la Démocratie Chrétienne, tout en contrôlant le mouvement populaire qui, par ailleurs, trouvait peu de perspectives dans le « légalisme » d'Allende...

Enfin, l'heure venue, elle a pu renverser Allende après avoir désarmé les masses, grâce aux lois que respectait Allende...